Les élections présidentielles et législatives du printemps 2017 en Alsace

Richard Kleinschmager

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2606>

DOI : 10.4000/alsace.2606

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 357-391

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections présidentielles et législatives du printemps 2017 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 07 novembre 2017, consulté le 24 mars 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2606> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2606>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

Tous droits réservés

Les élections présidentielles et législatives du printemps 2017 en Alsace

Richard Kleinschmager

- 1 Les élections du printemps 2017 ont été exceptionnelles par l'importance des péripéties qui ont émaillé la campagne et l'importance des modifications du paysage politique qu'ont généré les deux tours de l'élection présidentielle du 23 avril et du 7 mai et ceux des élections législatives qui ont suivi, les dimanches 11 et 18 juin 2017.

Une élection présidentielle de rupture

- 2 Le contexte de l'élection a été marqué par nombre d'incertitudes économiques et sociales mais aussi internationales et sécuritaires. La croissance économique de +1,1% du PIB sur l'ensemble de l'année 2016 n'a pas permis une réduction significative du chômage. Malgré une amorce de baisse en dents de scie à compter de l'été 2016, le taux de chômage s'est maintenu à 9,6% en décembre 2016, un haut niveau par rapport à d'autres pays européens comme l'Allemagne et ses 3,9%. Les inégalités entre pauvres et riches se sont accentuées, même si en France comme aux Pays-Bas et en Belgique, cette disparité est restée plus modérée que dans d'autres pays de l'OCDE, les États-Unis en particulier. Par ailleurs, au cours des dernières années, les tensions internationales se sont avivées, en particulier par les crises du Moyen-Orient. L'opposition entre Israël et ses voisins ne s'est pas réduite et le reste du Moyen-Orient est devenu une véritable poudrière en particulier dans la période récente avec l'installation des terroristes de *Daech* sur des fractions de territoires irakiens et syriens. À proximité de l'élection, la guerre civile en Syrie, la montée des tensions entre la Russie et les occidentaux dans ces conflits, la croissance de l'autoritarisme populiste en Turquie, la persistance des oppositions entre chiites et sunnites au sein du monde musulman, les incertitudes sur la politique internationale des États-Unis suite à l'élection de Donald Trump, ont créé un climat de lourdes et graves incertitudes à l'échelle planétaire. La menace des

attentats liés à ces troubles, après les attentats de Paris, en janvier 2015 à Charlie Hebdo et novembre de la même année au Bataclan, ont conféré un arrière plan anxiogène à la campagne électorale.

Une campagne intense et riche d'imprévus

- 3 La campagne des élections présidentielles a été intense et fertile en rebondissements. Dès le début de 2016 la perspective d'entamer un match similaire à celui de 2012 avec pour principaux protagonistes Nicolas Sarkozy, l'ancien président, et François Hollande, le président en place, a fait l'objet de commentaires critiques. François Hollande, au sortir des manifestations en février et mars 2016 contre la loi « relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels », dite loi El Khomri, a vu son capital de popularité se réduire comme peau de chagrin. Les protestations contre le projet de déchéance de nationalité y ont également contribué. Ce dernier projet a été abandonné le 30 mars 2016 après quatre mois de controverses y compris dans le camp de la majorité présidentielle. Ces deux projets de loi sont à l'origine du mouvement « Nuit debout » qui, de fin mars à mai 2016, a réuni sur les places publiques de nombreuses villes, y compris en Alsace, des assemblées de manifestants de gauche contestant les orientations jugées trop libérales du gouvernement de Manuel Valls et du système économique dans son ensemble. Elles ont été un terreau favorable à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci l'a annoncé dès le 10 février 2016 pour « incarner la France insoumise et fière de l'être » et a exclu toute participation à une primaire de gauche. Marine Le Pen quant à elle, a averti de sa candidature deux jours plus tôt sur le plateau du journal télévisé de TF1, avec pour premier slogan de campagne « la France apaisée ». Le dépôt, le 6 juillet 2016, d'une motion de censure par une fraction des députés PS emmenés par Benoît Hamon et Aurélie Filippetti qui a obtenu 56 signatures sur les 58 nécessaires pour renverser le gouvernement, a été à l'origine d'une scission larvée au sein de la gauche socialiste qui n'a cessé de s'agrandir jusqu'à la victoire de Benoît Hamon aux primaires de « la belle alliance socialiste » de janvier 2017. Parallèlement, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a démissionné de son poste le 30 août 2016, après avoir fondé le 6 avril 2016, à Amiens, le mouvement « En marche ». Ces tensions marquées au sein de la gauche ont sans nul doute pesé sur la décision de François Hollande de ne pas se représenter à l'élection présidentielle, annonce faite à la télévision le 1^{er} décembre 2016. Ce choix a privé la campagne d'un candidat susceptible de porter et défendre le bilan du quinquennat écoulé. Les deux grands partis politiques, le Parti socialiste et Les Républicains s'en sont remis à des élections primaires au sein de leurs camps, pour désigner chacun leur champion.

Une primaire de la droite réussie débouchant sur une inflexion droitère

- 4 Le 20 novembre 2016, le mouvement de droite Les Républicains, lors des premières primaires de son histoire, a désigné François Fillon pour le représenter. La primaire de la droite et du centre a été sans conteste l'événement marquant de la précampagne électorale présidentielle. C'était une première dans ce camp politique, première réussie dans la mesure où pas moins de 4,3 millions d'électeurs au premier tour, 4,5 millions au deuxième ont participé au scrutin au niveau national dans 10 228 bureaux de vote après le versement de 2 € et, en principe, la signature d'un texte d'adhésion aux valeurs de la

droite. En 2012, la primaire de la gauche avait réuni 2,6 puis 2,9 millions d'électeurs. En Alsace, le dimanche 20 novembre 2016, au premier tour de la primaire, 66 060 électeurs dans le Bas-Rhin et 40 662 dans le Haut-Rhin se sont exprimés dans l'un des 342 bureaux de vote de la région. Une semaine plus tard, 68 330 électeurs dans le Bas-Rhin et 41 461 dans le Haut-Rhin se sont déplacés pour choisir entre Alain Juppé et François Fillon. D'un tour à l'autre, le nombre de votants en Alsace est passé de 106 722 à 109 791 soit un gain de participation de 2,9 %. Les Républicains, parti principalement concerné, mais aussi de petites formations comme le CNIP (Centre National des Indépendants et Paysans) et le parti chrétien-démocrate ont été partie prenante de cette élection. En l'absence de prise de position nette de François Bayrou, l'UDI et le MoDem sont restés en position d'observateur sans dissuader leurs membres et sympathisants de participer à l'élection. Le président de la région Grand Est, Philippe Richert, dernier président de la Région Alsace mais aussi ancien ministre délégué en charge des Collectivités territoriales de Nicolas Sarkozy, a très tôt exprimé son choix en faveur de l'ancien président, prenant à contre pied nombre d'autres élus Républicains alsaciens. Il a été rejoint par le maire de Mulhouse Jean Rottner ainsi que les sénateurs René Danesi et Catherine Troendlé. Alain Juppé a sans conteste bénéficié des plus gros bataillons de soutien avec la sénatrice Fabienne Keller très présente très tôt dans la campagne du maire de Bordeaux mais aussi, tardivement, du sénateur Jean-Marie Bockel ainsi que des députés Arlette Grosskost et Jean-Luc Reitzer, des maires Jean-Marie Kutner de Schiltigheim, Yves Bur de Lingolsheim, Pierre Perrin de Souffelweyersheim ou Gérard Hug de Biesheim. Les soutiens de François Fillon ont été principalement parlementaires avec le fidèle Patrick Hetzel, ancien membre du cabinet du Premier ministre, ancien directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche du candidat et ancien recteur, de Sophie Rohfritsch, Claude Sturni, Michel Sordi et Frédéric Reiss rejoints par le maire de Colmar, Gilbert Meyer. Les présidents de département, Éric Straumann et Frédéric Bierry, le maire de Rixheim, Olivier Becht, les parlementaires Anne Sander, Guy-Dominique Kennel et Antoine Herth ont choisi l'ancien ministre de l'Agriculture de Nicolas Sarkozy, Bruno Lemaire. Jean-François Copé a bénéficié du soutien de Laurent Furst et André Schneider, députés. Jean-Louis Christ, député et maire de Ribeauvillé, comme la jeune conseillère régionale Lilla Mérabet ont opté pour Nathalie Kosciusko-Morizet.

- 5 Le premier tour s'est révélé surprenant sur le plan politique. Arrivé troisième au niveau national avec 20,6% des votants, Nicolas Sarkozy a été nettement devancé par Alain Juppé avec 28,6%, mais avec 44,1% des votants, François Fillon a bouleversé la donne sur la droite de l'échiquier politique. Ce faisant, il a totalement infirmé les sondages antérieurs au vote. Au début de la campagne, en mars 2016, il faisait partie des candidats modestes avec en moyenne des sondages, 8% de votes en sa faveur alors qu'Alain Juppé caracolait en tête avec 42% des votes, devançant nettement Nicolas Sarkozy à 24%. Fin août, Alain Juppé a commencé à baisser à 35% des voix, Nicolas Sarkozy se rapprochant à 30% et François Fillon stagnant à 10%. Une semaine avant le premier tour, François Fillon a commencé son ascension à 25% des votes, tandis que s'est maintenu l'écart en tête entre Alain Juppé à 34% et Nicolas Sarkozy à 25%. À ce moment de la campagne, il a bénéficié d'un report massif des électeurs favorables à Bruno Lemaire qui est passé de 15% à 7% des voix. Sa victoire découle d'une fulgurante remontée dans la dernière semaine et sans nul doute encore le jour même du scrutin.

- 6 Les 107 000 votants alsaciens du premier tour semblent avoir suivi le mouvement national en dépit de leur forte fibre sarkozyste antérieure – en 2012, Nicolas Sarkozy avait obtenu en Alsace 36% des voix au premier tour de la présidentielle et 65% au deuxième tour – et de l'ouverture marquée au centre d'Alain Juppé soutenu par nombre d'élus alsaciens importants. Avec 47,1% des votes, François Fillon a dépassé de trois points son score national (44,1%) dans la région. Il a même obtenu la majorité absolue dans quatre circonscriptions législatives, Saverne, Wissembourg, Colmar et Thann-Ensisheim. Le résultat d'Alain Juppé a été nettement inférieur en Alsace (24,7%) à son résultat national (28,6%), le fidèle Premier ministre de Jacques Chirac connaissant dans la région le même écart de voix en sa défaveur que son mentor. Nicolas Sarkozy a été à l'unisson au niveau national (20,6%) et au niveau régional (20,7%) alors que Bruno Lemaire (3,3% Alsace, 2,4% France) et Nathalie Kosciusko-Morizet (2,6% en Alsace, 2,4% France) ont dépassé de peu leur score national.
- 7 Alain Juppé ayant décidé de maintenir sa candidature au deuxième tour en dépit du fort écart le séparant de François Fillon, le dimanche 27 novembre, 4 301 415 électeurs au niveau national, 109 791 électeurs à l'échelle alsacienne ont eu à départager les deux anciens premiers ministres gaullistes. Le second tour a confirmé en l'amplifiant le succès de François Fillon au premier tour. Avec 66,5% des voix au niveau national et pas moins de 71,9% en Alsace – 70,2% dans le Bas-Rhin et 74,7% dans le Haut-Rhin – François Fillon a conquis dans les urnes, avec un discours libéral en économie et conservateur pour la société, une légitimité majeure pour représenter la droite à l'élection présidentielle face aux candidats des gauches et à la candidate de la droite lepéniste. Sa légitimité sera remise en cause par les révélations du *Canard enchaîné* fin janvier 2017 sur les rémunérations de l'épouse du candidat et d'autres aspects de ses revenus.
- 8 Cette primaire, véritable élection dans l'élection, une première pour la droite, a été un incontestable succès tant du point de vue de l'organisation que de la mobilisation des électeurs qu'elle a suscitées. Avec 107 000 votants au premier tour et 109 000 au second en Alsace, son succès a largement dépassé celui de la primaire socialiste de 2012 pour laquelle près de 40 000 votants alsaciens s'étaient déplacés. Dans cette famille politique de la droite, elle a aussi exprimé combien la région était en phase avec l'opinion publique nationale, nonobstant les tensions nées de la réforme territoriale qui a fusionné l'Alsace dans le Grand Est. Aux questions posées aux candidats par la pétition « Rendez-nous l'Alsace » promue par le député LR Laurent Furst, François Fillon était sans conteste celui qui s'était le moins avancé en faveur d'un retour au *statu quo ante*.

Une primaire de la gauche tardive dominée par l'opposition à la présidence socialiste sortante

- 9 En miroir de cette primaire réussie, la gauche ne pouvait pas faire moins que la droite pour désigner son candidat à l'élection, et organiser à son tour une primaire, exercice qu'elle avait déjà opéré en 2012 où François Hollande l'avait emporté. En annonçant d'une voix blanche, le jeudi 1^{er} décembre 2016 qu'il ne souhaitait pas se présenter à l'élection présidentielle du printemps 2017 pour un second mandat, le président en fonction a donné le véritable coup d'envoi de la primaire de la « Belle alliance populaire » organisée par le Parti socialiste. Le lendemain de cette annonce, le Premier ministre Manuel Valls a démissionné de sa fonction et annoncé qu'il était « candidat à la présidence de la République ». Pas moins de six autres postulants se sont placés sur la

ligne de départ. Parmi les plus connus, ont figuré Arnaud Montebourg et Benoît Hamon opposés de front au Premier ministre avec le groupe des députés socialistes « frondeurs » qui avait notamment déposé une motion de censure contre le gouvernement le 6 juillet 2016. Leur rupture avec le Premier ministre s'était en quelque sorte officialisée après leur départ du premier gouvernement Valls. Benoît Hamon qui avait préalablement été ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, avait quitté le ministère de l'Éducation nationale du premier gouvernement Valls après 147 jours. Quant à Arnaud Montebourg, après avoir été ministre du Redressement productif de Jean-Marc Ayrault, il était devenu ministre du premier gouvernement de Manuel Valls avec le portefeuille de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique. Il a quitté le gouvernement en même temps que Benoît Hamon en août 2014.

- 10 Les autres candidats ont représenté des partis proches du Parti socialiste mais de moindre poids politique national. Ainsi Sylvia Pinel ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme de Jean-Marc Ayrault puis ministre du Logement des deux gouvernements Valls a représenté le vieux parti radical de gauche auquel a appartenu Christiane Taubira. François de Rugy, député écologiste de Loire-Atlantique depuis 2007, passé au groupe socialiste de l'Assemblée nationale en mai 2016, s'est présenté au nom du Parti écologiste qu'il a créé en juillet 2016 avec Jean-Vincent Placé. Enfin Jean-Luc Bennahmias, ex-député européen des Verts qui a rejoint le Modem de François Bayrou, avant de fonder en 2014 son propre parti, le Front démocrate, a incarné une autre sensibilité de centre-gauche proche des mouvements libertaires de l'après 1968. L'ancien ministre de l'Éducation nationale de Jean-Marc Ayrault, Vincent Peillon, est quant à lui arrivé très tardivement dans la compétition avec l'ambition d'incarner une position centrale entre les deux camps opposés des frondeurs et de l'ancien Premier ministre.
- 11 Après une campagne réduite à trois semaines, Benoît Hamon a créé la surprise en arrivant nettement en tête au niveau national avec 36,2% des suffrages. Ses résultats en Alsace, ont été proches du résultat national avec 36,1% des voix dans le Bas-Rhin et 32,8% dans le Haut-Rhin. Proche de lui par son opposition au gouvernement, Arnaud Montebourg a réalisé un score inférieur de moitié avec 17,6% à l'échelle nationale et 15,4% des voix dans le Bas-Rhin et 17,1% dans le Haut-Rhin. Quant au Premier ministre sortant, Manuel Valls, il a obtenu 31,2% des voix au niveau national et un score légèrement plus élevé dans le Haut-Rhin (32,2%) que dans le Bas-Rhin (31,1%) à l'inverse de Benoît Hamon. En Alsace, 24 594 électeurs se sont déplacés à ce premier tour des primaires de la « Belle alliance populaire », soit près d'un tiers des votants de la liste socialiste du premier tour des régionales de 2015 menée par Jean-Pierre Masseret qui avait totalisé 76 953 voix. Quant aux autres candidats, ils ont obtenu des résultats tous légèrement supérieurs en Alsace par rapport à leur score national : Vincent Peillon, 8,4% contre 6,8%, François de Rugy, 5,2% contre 3,8%, Sylvia Pinel 2,3% contre 1,9% et Jean-Luc Bennahmias 1,5% contre 1%. À Strasbourg, Benoît Hamon a majoré son résultat avec 40% des voix contre 30% à Manuel Valls, 13,2% à Arnaud Montebourg et 9% à Vincent Peillon. Benoît Hamon réussit mieux à Strasbourg qu'à Mulhouse où il obtient 37,9% des voix et contre 29,9% à Manuel Valls et 17% à Arnaud Montebourg. Le deuxième tour a vu un net renforcement de la participation comme lors des primaires de la droite. Benoît Hamon a progressé de plus de 10 000 voix sur l'ensemble de l'Alsace alors que le total des voix en faveur de Manuel Valls n'a

augmenté que de 5 800 voix. Benoît Hamon est arrivé en tête dans les deux départements alsaciens avec 59% des suffrages dans le Bas-Rhin (12 528 votants) et 56,5% dans le Haut-Rhin (6 174 votants) soit des résultats en proportion très proches des 58,6% de son résultat national. Il a réalisé le même score de 63% des suffrages à Mulhouse et Strasbourg soit un surcroît net en sa faveur dans les deux principales villes de la région. À Colmar, il n'a obtenu que 51,6% des suffrages contre 48,4% à Manuel Valls.

- 12 Cette élection primaire de la « Belle alliance populaire » conçue par le Parti socialiste pour faire émerger son candidat à l'élection présidentielle a, au bout du compte, confirmé le désaveu par les électeurs de gauche du bilan du quinquennat de François Hollande en consacrant Benoît Hamon, l'un de ses opposants majeurs. Les votants alsaciens ont mis leurs pas dans les tendances nationales. Au final, les résultats de Benoît Hamon ont marqué une inflexion à gauche comme la nette victoire de François Fillon sur Alain Juppé a signé une accentuation à droite des votants de ces élections primaires. La question est posée de savoir si la logique des élections primaires n'est pas d'infléchir vers les positionnements idéologiquement et politiquement les plus tranchés le choix des électeurs particuliers que sont les électeurs militants et sympathisants de ce type d'élection.

Une campagne intense et riche en rebondissements après les primaires

- 13 Malgré sa brillante désignation par les primaires, la candidature de François Fillon a souffert jusqu'à son terme des révélations progressives du journal *Le canard enchaîné*. Le 24 janvier 2017, le journal satirique a commencé à évoquer les soupçons d'emploi fictif, à la fois comme attachée parlementaire et comme rédactrice à la *Revue des deux mondes*, pesant sur son épouse Pénélope Fillon. Ces révélations ont déclenché dès le 25 janvier une enquête du parquet financier national. Celle-ci a abouti à la mise en examen du candidat le 14 mars 2017 et de son épouse le 28 mars. Dans le même temps, Marine Le Pen a refusé de se rendre à la convocation des juges, soupçonnée d'avoir salarié avec des moyens du Parlement européen, des membres de sa formation, en particulier Catherine Griset, l'une de ses plus proches collaboratrices. Ces diverses révélations ont suscité un climat de campagne singulier où l'attention des électeurs s'est notoirement cristallisée sur les personnalités des candidats et les problèmes de moralité dans la vie publique. Le 22 février 2017, le soutien de François Bayrou, président du Mouvement démocrate (Modem), à la candidature d'Emmanuel Macron, a marqué un tournant de la campagne. Ce soutien s'est rapidement traduit par un envol de ce dernier dans les sondages. Quant à Benoît Hamon désigné par la primaire socialiste le 29 janvier 2017, il a commencé à partir du 10 mars une lente descente dans les sondages au bénéfice principalement de Jean-Luc Mélenchon et de son mouvement « La France insoumise ». Le rassemblement le 18 mars 2017 de plus de 100 000 personnes à la Bastille, a marqué le début de sa progression dans les sondages alors qu'il était jusqu'à cette date précédé par le candidat socialiste. Le retrait de Yannick Jadot, candidat des Verts en faveur de Benoît Hamon le 23 février a fait disparaître les Verts de l'offre électorale sans déclencher une progression de Benoît Hamon dans les sondages. Les débats télévisés du premier tour, suivis à chaque fois par plusieurs millions de personnes, ont marqué la fin de la campagne du premier tour. Le 20 mars, TF1 a accueilli les cinq principaux candidats, puis le 4 avril, les onze candidats se sont affrontés sur BFM-TV associé à C News. Tous ont, pour terminer, passé sur France 2, le 20 avril, ce que la chaîne a

dénommé le « grand oral ». À la moitié de cette émission, un attentat tuant le jeune policier Xavier Jugelé en faction sur les Champs-Élysées a marqué de gravité la fin de l'émission.

- 14 En Alsace comme ailleurs, ni les affichages, ni les réunions publiques n'ont été des éléments saillants de cette campagne présidentielle qui s'est largement déroulée sur les écrans d'ordinateurs via notamment les réseaux sociaux, et sur les médias télévisuels, les radios et la presse écrite nationale et régionale. Dans l'espace public, les tableaux d'affichage officiels ont presque été les derniers jalons visibles des pratiques d'affichage anciennes. Le contraste est marqué avec les campagnes politiques d'outre-Rhin où l'affichage électoral dans l'espace public est encore prisé. Les villes alsaciennes, y compris Strasbourg, n'ont pas vu se tenir de meetings majeurs, même si l'Alsace et Strasbourg restent des lieux privilégiés pour développer la partie européenne des programmes. François Fillon a tenu un meeting au Hall Rhenus à Strasbourg, le 6 avril 2017. Marine Le Pen a tenu une seule réunion en Alsace, à Monswiller, petite commune de 2 000 habitants près de Saverne, le 5 avril 2017 devant 1 600 personnes en promettant : « Je vous rendrai l'Alsace », même si son programme prévoyait la suppression des régions et des intercommunalités. Benoît Hamon a fait un déplacement à Strasbourg le 23 mars 2017 pour développer ses projets en matière de défense, déplacement conclu par une rencontre publique à la librairie Kléber. Nicolas Dupont-Aignan a fait étape à Colmar le 10 avril en s'adressant à 200 personnes réunies à la « salle des familles ». Quant à Jean-Luc Mélenchon, il avait tenu une réunion publique le 15 février 2017 au Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg. C'est dans la même salle que François Asselineau a terminé le 21 avril sa campagne.
- 15 Les prises de position des responsables de la droite alsacienne après les primaires se sont caractérisées par un soutien mesuré à François Fillon. D'aucuns après la mise en examen du candidat issu de la primaire ont même plaidé avec vigueur pour son retrait comme Fabienne Keller, alors que Philippe Richert constatait le 3 mars que François Fillon n'était plus à même de rassembler à droite et au centre. Le même jour, Gilbert Meyer, Michel Sordi et René Danesi ont annoncé qu'ils se rendraient à la manifestation de soutien à François Fillon au Trocadéro à Paris le 4 mars. Dans le Bas-Rhin, Patrick Hetzel, Sophie Rohfritsch, Frédéric Reiss et Claude Sturni lui ont réitéré leur soutien pour éviter la division au sein de leur formation. Au terme d'une campagne difficile, les élus républicains alsaciens ont soutenu le candidat « officiel » de leur camp mais parfois du bout des lèvres seulement. Une majorité d'élus socialistes a soutenu officiellement la candidature de Benoît Hamon, avec modération toutefois pour un certain nombre, sachant que quelques uns ont rallié Emmanuel Macron. La sénatrice socialiste du Haut-Rhin, Patricia Schillinger l'a fait très tôt, d'autres plus tardivement comme le socialiste Olivier Bitz, adjoint aux finances de Strasbourg, mais aussi les adjoints Christel Kohler et Nawel Rafik-Elmrini non encartées au PS. La candidature d'Emmanuel Macron dans le Bas-Rhin a été structurée par Bruno Studer, professeur d'histoire-géographie, ancien adhérent de l'UDI, avec selon ses déclarations, 80% d'adhérents au mouvement « En marche » dont c'était le premier engagement, et 20% seulement provenant du Parti socialiste, des Républicains ou d'autres formations.
- 16 Au bout du compte, la campagne présidentielle a été marquée par des soubresauts nombreux au niveau national qui ont mis les candidats à l'épreuve, y compris sur des aspects singuliers de leur histoire personnelle. Le candidat des Républicains en a particulièrement pâti tandis que le Parti socialiste a souffert de l'absence du président

sortant et donc d'un candidat qui aurait pu défendre le quinquennat écoulé dès lors que le candidat officiel du PS, Benoît Hamon en était un des virulents critiques. L'Alsace est loin d'avoir été une terre privilégiée par les candidats dont aucun ne s'est clairement engagé sur l'éventuel rétablissement d'une Région Alsace réclamée en particulier par les mouvances régionalistes.

Le bouleversement politique du premier tour des présidentielles

- 17 Le 23 avril 2017 au soir, les résultats nationaux de l'élection présidentielle ont fait figure de séisme dans la vie politique française. Pour la première fois depuis 1958, date de la création de la V^e République, les deux grandes sensibilités qui ont marqué son histoire, la gauche socialiste et la droite républicaine ont été exclues du deuxième tour de l'élection présidentielle. En plaçant en tête des votes, Emmanuel Macron avec 23,8% des suffrages et Marine Le Pen avec 21,4% des voix, ces élections ont amorcé une vaste recomposition des forces politiques. François Fillon avec 19,9% des suffrages et Jean-Luc Mélenchon avec 19,6% de suffrages ont participé à une recomposition du paysage politique national en quatre sensibilités dominantes. Le Parti socialiste vainqueur en 2012 avec François Hollande a littéralement été exclu du jeu lors de cette élection. Son candidat, Benoît Hamon n'a récolté que 6,3% des voix, ce qui l'a rapproché de son plus mauvais score présidentiel, les 5,0% des voix récoltés à la présidentielle de 1969 par Gaston Defferre. Ce résultat avait été le prélude à la fin de la SFIO. La géographie du vote a révélé un double clivage. Le Front national a développé son influence sur un grand espace à l'est d'une ligne allant de Cherbourg à Montpellier avec une présence renforcée dans les Hauts-de-France et le Grand Est ainsi que sur le littoral méditerranéen. À l'ouest, un espace s'est déployé où les Républicains, le mouvement En marche d'Emmanuel Macron ainsi que la France insoumise de Mélenchon se partagent l'influence. Un autre clivage géographique majeur s'est affirmé, celui qui oppose les grandes villes et leur agglomération au reste du territoire. Le FN a été repoussé des grands centres urbains, où se concentrent la population et les activités. Les zones périphériques et rurales sont devenues son espace d'influence majeure.
- 18 En Alsace, le premier tour de l'élection présidentielle s'est démarqué de la situation nationale en conférant la première place à Marine Le Pen avec 25,7% des suffrages (257 299 voix) suivie de François Fillon et ses 22,1% (221 732 voix). Emmanuel Macron n'y arrive qu'en troisième position avec 21,27% (213 052 voix). Il a précédé nettement dans la région Jean-Luc Mélenchon qui a obtenu 14,6% des suffrages (148 232 voix). La progression de ce dernier a été notoire par rapport à 2012, avec un gain de 75 856 électeurs soit + 104%. Ni ses défiances vis à vis de l'Europe, ni son hostilité au maintien du Concordat en Alsace-Moselle n'ont entravé sa progression. Nicolas Dupont-Aignan a dépassé en Alsace sa performance nationale avec 6,7% des voix contre 4,7% des voix sur l'ensemble du territoire alors qu'il n'avait obtenu que 18 681 voix soit 1,9% des suffrages en 2012. Les 257 299 voix récoltées par Marine Le Pen ont permis au FN de renouer avec la première place aux présidentielles en Alsace. En 1995 déjà, Jean-Marie Le Pen avait défrayé la chronique politique en se plaçant au premier rang dans la région avec 25,4% des suffrages et 218 644 voix, score conforté en 2002 où il avait obtenu 23,4% des suffrages et 192 583 voix. Seul Nicolas Sarkozy en 2007 l'avait relégué au second rang en obtenant 36,2% des suffrages et 362 391 voix. En 2007 en Alsace, Jean Marie Le Pen a été rejeté au quatrième rang avec 219 251 voix soit 13,6% des suffrages derrière François Bayrou (21,4%) et Ségolène Royal (17,1%). En 2012, Marine Le Pen

était encore restée très en deçà de Nicolas Sarkozy qui avait réuni 326 313 voix soit 39,9% des suffrages contre 219 251 voix soit 22,1% à la candidate du Front national. Avec 50 647 voix dans la région soit 5,06% des suffrages, le Parti socialiste et son candidat Benoît Hamon ont connu une véritable déroute en 2017. En 2012, au premier tour, François Hollande avait totalisé 191 282 voix soit 19,3% des suffrages en Alsace. Dans une région où la sensibilité social-démocrate est notamment incarnée par l'importance du rocardisme, les déchirements internes du parti et en particulier le mouvement des frondeurs dont Benoît Hamon a porté la flamme, sont sans nul doute à l'origine d'une sanction de l'électorat socialiste d'autant que certains grands élus du parti n'ont pas nettement désapprouvé la démarche de l'ancien ministre de l'Économie de Manuel Valls, Emmanuel Macron. Quant aux candidats situés en dessous de la barre des 5%, leurs pourcentages voisinent en Alsace leurs résultats nationaux, François Asselineau ayant obtenu 12 054 voix (1,2% des suffrages), Jean Lassalle 11 423 voix (1,14%), Philippe Poutou 11 280 voix (1,13%), Nathalie Artaud 7 965 voix (0,79%) et Jacques Cheminade, 2 216 voix (0,22%), soit pour ces candidats un total de 44 919 voix.

- 19 Les deux départements alsaciens ont eu un comportement politique très proche au premier tour de cette élection présidentielle de 2017, avec notamment une participation comparable de 79,86% dans le Bas-Rhin et 79,02% dans le Haut-Rhin, supérieure à la participation nationale établie à 78,23%. Cette participation de 1 027 989 votants est tout à fait comparable à celle de 2012 où on avait dénombré 1 011 192 votants. Le vote Marine Le Pen – 147 594 voix, soit 24,69% des suffrages dans le Bas-Rhin contre 109 704 voix dans le Haut-Rhin soit 27,16% des suffrages – a différencié les deux départements de 2,5 points de pourcentage. À l'inverse, Emmanuel Macron a obtenu un meilleur résultat dans le Bas-Rhin (132 254 voix, 22,29% des suffrages) que dans le Haut-Rhin (79 728 voix, 19,76% des suffrages) avec comme Marine Le Pen, 2,5 points d'écart entre les deux départements. Ce dernier écart est plus significatif que celui enregistré par Bayrou en 2012 qui avait récolté 69 940 voix dans le Bas-Rhin (11,9%) et 46 175 voix dans le Haut-Rhin (11,4%).
- 20 La véritable perte sévère et décisive de voix a été enregistrée par les Républicains dont le candidat François Fillon marqué par les affaires a vu s'effriter les positions antérieures de sa formation dans la région. Au premier tour de la présidentielle de 2012, Nicolas Sarkozy avait capitalisé pas moins de 326 313 voix en Alsace soit 32,9% des suffrages. François Fillon a perdu 104 581 voix par rapport à Nicolas Sarkozy en 2012 soit une baisse de 32%. Dans le même temps, Nicolas Dupont-Aignan a gagné 48 954 voix, Jean-Luc Mélenchon 75 855 voix et Marine Le Pen 38 048 voix. Ces trois candidats ont enregistré une progression totale de 163 038 voix soit + 52%. La progression de + 17% de Marine Le Pen par rapport à 2012 en Alsace apparaît somme toute modérée par rapport aux + 104% de Jean-Luc Mélenchon et surtout aux + 259% de Nicolas Dupont-Aignan. Ce dernier a sans nul doute puisé une grande part de sa progression parmi les déçus du « fillonisme » tandis que Jean-Luc Mélenchon a profité de la descente aux enfers des socialistes qui ont perdu 140 635 voix d'une présidentielle à l'autre en Alsace, soit une baisse de 73%. Comme le soulignent les cartes réalisées par Benjamin Furst au sein du CRESAT de l'Université de Haute Alsace, Strasbourg s'est nettement démarqué du vote alsacien en plaçant Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon en tête des suffrages. Ils obtiennent respectivement 27,3% et 24,3% des suffrages de la ville, suivis de François Fillon avec 19,8% et Marine Le Pen 12,2% des suffrages, tandis que Benoît Hamon est relégué à la cinquième place avec 9,4%. Emmanuel Macron a obtenu ses meilleurs résultats dans le canton 5 (Esplanade, Conseil

des Quinze, Orangerie, Port du Rhin) et dans le canton 1 (Centre, Krutenau, Neudorf-Ouest et Musau) recouvrant des zones d'influence du PS et des Républicains. Il a même dépassé François Fillon dans le canton 4 (Centre Nord et Robertsau), fief de la droite républicaine. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il a obtenu ses meilleurs résultats dans les quartiers plus populaires du canton 3 (Poteries, HautePierre et Cronenbourg) avec plus de 33% des suffrages contre 23,6% à Emmanuel Macron et à peine 12% à François Fillon. Par ailleurs, le candidat de la France insoumise est arrivé en tête à Bischheim et à Schiltigheim. Dans cette dernière où le PS a été à plusieurs reprises depuis 1989 à la tête de l'exécutif municipal, le parti du président socialiste a obtenu son plus mauvais score présidentiel depuis des lustres, avec seulement 9 944 voix pour Benoît Hamon alors qu'à la présidentielle de 2012, François Hollande avait totalisé 34 232 suffrages soit 32,1 % des exprimés au premier tour et 57 452 soit 54,7% des exprimés au second tour. La ville de Colmar s'est prononcée majoritairement en faveur d'Emmanuel Macron qui a récolté 23,5% des voix, suivi de François Fillon (22,2%) et Marine Le Pen (21,8%). Les communes du vignoble proche se sont prononcées majoritairement en faveur de François Fillon avec des pointes au dessus de 35% à Husseren-les-Châteaux, Eguisheim et Hunawihr. À l'opposé, dans le Bassin potassique, à Staffelfelden par exemple, Marine Le Pen, avec 40,4% des suffrages, a rassemblé quatre fois plus de voix que François Fillon qui n'obtient que 10,8% des voix, devancé par Emmanuel Macron (14,7%) et Jean-Luc Mélenchon (17,1%). Mulhouse a placé de très peu Emmanuel Macron en tête avec 22,8% des suffrages devant Jean-Luc Mélenchon avec 22,7% avec un écart de 17 voix seulement. Marine Le Pen (19,7%) y a devancé François Fillon (18,9%) qui est en tête dans nombre de communes au sud-est de la cité du Bollwerk. À la frontière, à Saint-Louis, le vieux fief gaulliste de Jean Uberschlag, François Fillon arrive en tête avec 23,5% des voix contre 22,3% pour Emmanuel Macron et 21% pour Marine Le Pen.

Elections présidentielles 2017 en Alsace. 1^{er} tour – Suffrages des principaux candidats. Fillon

Elections présidentielles 2017 en Alsace. 1^{er} tour – Suffrages des principaux candidats. Hamon Elections présidentielles 2017 en Alsace. 1^{er} tour – Suffrages des principaux candidats. Le Pen

Elections présidentielles 2017 en Alsace. 1^{er} tour – Suffrages des principaux candidats. Macron Elections présidentielles 2017 en Alsace. 1^{er} tour – Suffrages des principaux candidats. Mélenchon

- 21 La carte proposée par Benjamin Furst des résultats par commune des quatre principaux candidats fait ressortir les caractéristiques des variations et des permanences des

implantations partisans. Compte tenu de sa forte implantation dans de nombreuses communes rurales, la cartographie des 257 299 voix du vote Le Pen génère visuellement l'impression qu'elle domine l'essentiel de l'espace régional et fait disparaître les autres formations. Elle est installée à la première place dans une très vaste zone homogène au nord de Strasbourg, de l'Alsace Bossue au Rhin. Une longue bande occidentale de ce même vote longe les Vosges et pénètre le Sundgau. Cette bande rejoint une bande orientale, du sud de Strasbourg à la Hardt, qui fait la jonction avec la bande occidentale au nord de Mulhouse. Le vote Fillon est géographiquement davantage morcelé et présente quatre zones d'une relative homogénéité. Au nord une étroite bande de communes frontalières, vieux fiefs gaullistes, de Wissembourg à Lauterbourg, une couronne à la périphérie nord de l'agglomération strasbourgeoise incluant une bonne partie du Kochersberg à l'ouest, une bande centrale nord-sud qui rejoint le vignoble bas-rhinois à son homologue haut-rhinois et enfin une large poche de communes, du sud de Mulhouse à la frontière helvétique incluant une fraction importante du Sundgau qui a longtemps été un fief du gaullisme. Le vote Macron est d'évidence plus urbain s'imposant à Mulhouse, Colmar et surtout Strasbourg où il culmine à 27,8% des voix. Plus étonnante est sa percée en tête dans des villes moyennes comme Dambach-la-Ville, Molsheim, Barr, Sélestat et Saverne ainsi que dans les villes de Lingolsheim et Illkirch-Graffenstaden ainsi que de Wintzenheim et Andolsheim près de Colmar. Quant à Jean-Luc Mélenchon, comme déjà mentionné, son fief est le nord de l'agglomération strasbourgeoise, dans les vieux fiefs d'origine du mouvement ouvrier et de la gauche alsaciens.

- 22 Si le résultat de l'Alsace s'était substitué au résultat national, c'est François Fillon qui aurait affronté Marine Le Pen au deuxième tour. Ce premier tour a confirmé l'ancrage à droite de la région, moins nettement toutefois qu'à d'autres élections. Les candidats nettement marqués à droite, Marine Le Pen, François Fillon, Nicolas Dupont-Aignan, François Asselineau totalisent 55,8% des suffrages alors qu'ils n'obtiennent que 47,02% des suffrages au niveau national. Emmanuel Macron s'impose en troisième position avec un score de 21,3% qui n'est pas sans faire écho aux 21,4% de suffrages obtenus par François Bayrou en 2007. À la même élection, c'est en Alsace que Ségolène Royal avait obtenu son plus mauvais résultat (17,1%) et Nicolas Sarkozy son deuxième meilleur score (36,2%) après la Corse (37%). La constance d'un tropisme marqué à droite a été confirmée à ces présidentielles de 2017 mais avec une réorientation marquée de ce vote vers le Front national qui, avec 257 299 voix, réalise son score de premier tour le plus élevé en Alsace. En 1995 toutefois, Jean-Marie Le Pen avait déjà récolté 218 644 votes et 25,4% des suffrages soit un pourcentage proche des 25,7% de sa fille vingt-deux ans plus tard. Le socle de cet électorat n'a cessé de se consolider sauf en 2007 où il était redescendu à 13,6% des suffrages.

Le deuxième tour des présidentielles : d'une campagne fiévreuse à un résultat sans appel

- 23 La campagne du deuxième tour opposant Marine le Pen à Emmanuel Macron arrivé en tête du premier tour s'est avérée particulièrement virulente entre les deux candidats dont les programmes et à certains égards les personnalités se sont révélés aux antipodes. Tous les jours de l'entre-deux-tours ont donné lieu à un affrontement direct, parfois brutal par médias interposés entre les deux candidats. Le 26 avril 2017, l'usine Whirlpool d'Amiens promise à la délocalisation a été le symbole de la violence de

l'affrontement. Marine Le Pen s'est présentée dès le matin auprès des ouvriers de l'usine pendant qu'Emmanuel Macron entamait des discussions avec des représentants des personnels de l'usine au centre-ville. L'après-midi ce dernier s'est à son tour, non sans véhémence de part et d'autre, entretenu avec des salariés sur les lieux où Marine Le Pen s'était fait photographiée le matin même avec des ouvriers acquis à sa cause. Les styles et les propos ont témoigné d'une vive opposition entre les deux candidats, sur le fond de profondes divergences sur les questions clés de l'Europe, de la souveraineté nationale, de l'immigration, du développement économique, du droit du travail et de l'éducation. Le moment décisif de la campagne a été comme lors de précédentes élections présidentielles, le débat télévisé qui les a opposés à la fin de la campagne, le mercredi 3 mai 2017, et dont la plupart des commentateurs ont conclu que la violence et l'outrance de Marine Le Pen l'avaient profondément desservie. Un front républicain larvé s'est établi avec la préconisation de la plupart des responsables des Républicains, du centre et du Parti socialiste d'un vote en faveur d'Emmanuel Macron. Seul Jean-Luc Mélenchon a laissé le choix à ses partisans et à ses électeurs. Les 243 218 militants de son mouvement « la France insoumise » ont opté par internet pour le vote blanc ou nul à 36%, en faveur du vote pour Emmanuel Macron à 35% et pour l'abstention à 29%. Dans le camp opposé, Marine Le Pen a eu la satisfaction de signer le 28 avril 2017, pour la première fois, un accord de gouvernement avec Nicolas Dupont-Aignan, fondateur et candidat de « Debout la France » qui avait totalisé 4,7% des suffrages au premier tour.

- 24 Cette campagne s'est révélée nationale et médiatique avec peu d'inflexions régionales et aucune manifestation notoire en Alsace. Les deux fédérations alsaciennes des Républicains ont publié un appel à « faire battre Le Pen », les Bas-Rhinois appelant explicitement à « voter Macron », les Haut-Rhinois s'abstenant de prononcer son nom. Les socialistes de la région, Roland Ries, les députés Elkouby et Philippe Bies en tête, ont rallié sans barguigner le vote pour le chef du mouvement « En Marche ». Quant aux régionalistes et autonomistes alsaciens, ils se sont divisés. Les modérés ont préconisé soit le vote Macron, soit l'abstention ; une frange radicale a appelé à voter Marine Le Pen sur la base de douteux critères identitaires voire ethniques. *Unser Land* s'est opposé au choix entre l'un ou l'autre des candidats et a renvoyé au vote en faveur de ses candidats aux élections législatives.

Elections présidentielles 2017 en Alsace. 2d tour – Abstention

Elections présidentielles 2017 en Alsace. 2d tour – Candidat arrivé en tête

- 25 Après une campagne mouvementée, le deuxième tour de l'élection présidentielle le dimanche 7 mai 2017 s'est soldé par un résultat d'une rare clarté. En totalisant près de

21 millions de voix et 66% des suffrages exprimés contre 10,6 millions de voix et 34% des suffrages à son adversaire, Emmanuel Macron a obtenu le deuxième meilleur score d'un deuxième tour d'élection présidentielle au suffrage universel de la V^e République. En 2002, sans faire campagne, avec l'aide d'un puissant front républicain face à Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac avait atteint 82% des suffrages mais Nicolas Sarkozy face à Ségolène Royal en 2007 ne l'avait emporté qu'avec 53% des suffrages et François Hollande face à Nicolas Sarkozy en 2012, avec 51,6% des suffrages. Les clivages géographiques du vote du premier tour se sont répétés avec une accentuation du vote en faveur d'Emmanuel Macron à l'ouest du pays et un clivage encore accru entre les métropoles et les autres espaces géographiques. Il a dépassé 70% des suffrages dans 19 départements à l'ouest d'une ligne Lille-Marseille. À l'est, seul le Rhône dont le maire du chef-lieu Lyon, Gérard Collomb a été un des soutiens majeurs du candidat Macron, totalise 73,6% des suffrages. À Paris, Emmanuel Macron a obtenu près de 90% des voix, 88% à Rennes, 86% à Nantes, 85% à Bordeaux, 78% à Lille mais 64% à Marseille. À Strasbourg, il a récolté plus de 81% des suffrages.

- 26 Si le deuxième tour a été marqué par la nette domination d'Emmanuel Macron, en Alsace peut-être davantage que dans le reste du pays, son résultat rend compte du placement singulier du vainqueur sur l'échiquier politique. Lors des trois élections qui ont porté un candidat de gauche à l'Élysée, François Mitterrand en 1981 et 1988, François Hollande en 2012, l'Alsace avait voté pour les candidats de droite à rebours du reste du pays. En 2017 en Alsace, le candidat d'En Marche, non seulement l'emporte avec 534 536 voix soit 61% de suffrages mais enregistre une progression de 321 484 voix par rapport au premier tour soit une progression de + 150%. Dans le même temps, les gains de Marine Le Pen d'un tour à l'autre lui ont permis d'enregistrer le plus haut résultat jamais obtenu par sa formation : 341 388 voix. Sa progression d'un tour à l'autre en 2017 a été de 119 656 voix soit un gain de + 52%. Cette avancée fait contraste avec 2002 où Jean-Marie Le Pen avait totalisé 186 660 voix au deuxième tour, moins qu'au premier tour où il avait capitalisé 192 538 voix. En quinze années, le FN est devenu capable d'attirer à lui nombre d'électeurs qui ne lui ont pas fait confiance au premier tour, ce qui marque sa banalisation. Au reflux d'un tour à l'autre s'est substituée une forte progression, nettement moins forte toutefois que celle d'Emmanuel Macron qui a agrégé nombre d'électeurs de droite et de gauche. La géographie des choix électoraux de ce second tour n'a pas détonné pas avec celle du premier tour. Le Bas-Rhin s'est prononcé à 63,07% pour Emmanuel Macron, 36,93% pour Marine Le Pen et le Haut-Rhin à 57,97% pour le premier et 42,03% pour la seconde.
- 27 Dans le Bas-Rhin, seul le canton de Sarre-Union, un des fiefs historiques du vote pour le Front national avec 32% des voix pour Jean-Marie Le Pen dès 1995, a donné l'avantage au second tour à Marine Le Pen avec 51,2% des suffrages. Plus on s'approche de Strasbourg, plus les votes en faveur d'Emmanuel Macron se sont accrus. Une couronne périphérique de cantons – Wissembourg (56,3% pour Emmanuel Macron), Reichshoffen (50,3%), Haguenau (58,4%), Bischwiller (50,1%), Saverne (56,9%), Mutzig (54,9%) Sélestat (57%) et Erstein (55,6%) –, a accordé 57% au maximum de ses suffrages au vainqueur, tandis que la couronne de cantons ruraux proches de Strasbourg a dépassé les 60%. Dans les six cantons strasbourgeois, Emmanuel Macron a dépassé 70% des suffrages, du canton 6 (Meinau, Neuhaus, Port du Rhin) avec 73,1% des suffrages au canton 5 (Université, Orangerie, Esplanade), bastion traditionnel de la gauche socialiste, avec 86,4% des suffrages.

- 28 Dans le Haut-Rhin, la géographie de ce deuxième tour a été marquée par le surcroît de vote en faveur de Marine Le Pen. Elle s'est notamment exprimée par sa domination dans trois cantons, Wittenheim (52,6%), Ensisheim (51,5%) et Masevaux (50,5%). La géographie du vote en faveur d'Emmanuel Macron a repris les mêmes tendances géographiques que dans le Bas-Rhin, mais à un niveau d'intensité moindre. Les trois cantons mulhousiens, Mulhouse 1 (69,9% pour Macron), Mulhouse 3 (69,1%) et Mulhouse 2 (67,7%), ont enregistré les meilleurs résultats du vainqueur dans le département. Saint-Louis (63,0%) à la frontière, Rixheim au nord de la ville (60,4%) et les deux cantons colmariens s'en sont rapprochés. Le canton de Colmar 1, qui recouvre la ville même et la commune d'Ingersheim, a atteint 63,5% en faveur d'Emmanuel Macron. Celui de Colmar 2, qui comprend une fraction de la ville et une dizaine de communes à l'ouest, a obtenu un résultat similaire avec 63,3% des suffrages. Le reste des cantons haut-rhinois s'est situé entre 59,3% des suffrages à Sainte-Marie-aux-Mines et 53,5% à Cernay.
- 29 L'accentuation du clivage entre les zones urbaines principales et les zones rurales éloignées de ces zones crée un gradient géographique caractéristique. La nouvelle majorité présidentielle domine dans les villes et surtout les plus importantes, Strasbourg en particulier mais aussi, à un moindre degré, Mulhouse voire Colmar. Les autres villes font également ressortir un surcroît de vote en faveur de Macron. En d'autres termes, le réseau urbain s'impose comme le point d'appui à la fois de l'opposition au FN et de l'acceptation du nouveau mouvement politique central qu'Emmanuel Macron a fait surgir avec « En Marche ». Par contre, dans les espaces intermédiaires entre les villes, Marine Le Pen maximise ses résultats. La sociologie joue sa partie mais le sentiment d'exclusion géographique et économique n'est certainement pas absent. Si à Saverne par exemple, au deuxième tour, Marine Le Pen n'obtient que 29,4% des suffrages, dans la commune accolée de Monswiller, elle atteint 32,4% et à six kilomètres de Saverne, à Steinbourg, elle est majoritaire avec 52,2% des voix.
- 30 L'élection présidentielle de 2017 a sans conteste été une des plus mouvementées de l'histoire de la V^e République. Il en est ressorti un paysage politique plus complexe ou s'affrontent non plus la gauche et la droite seulement mais quatre voire cinq forces politiques que le premier tour de l'élection a mis en relief. La place des extrêmes à droite avec Marine Le Pen et à gauche avec Jean-Luc Mélenchon en est ressortie renforcée mais au centre de l'échiquier a émergé une nouvelle force politique autour de la personne et des idées d'Emmanuel Macron, arrivé en tête dès le premier tour, mais pas en Alsace où Marine Le Pen a maintenu comme en 1995 et en 2002 la prééminence de son parti. Dans la région, la place dominante des droites a été maintenue notamment avec le second rang pris par François Fillon. Par contre, au deuxième tour, l'Alsace s'est rapprochée du standard national, nettement plus qu'en 2012. L'écart entre le résultat national et le résultat alsacien de Nicolas Sarkozy était de quinze points de pourcentage. En 2017, la différence entre le résultat national d'Emmanuel Macron et son résultat régional a été réduit à cinq points de pourcentage. Au nouveau président, il restait après son élection de tenter d'obtenir une majorité parlementaire propice à la mise en place d'une politique conforme à ses engagements de campagne.

Des élections législatives dans le souffle de la présidentielle

- 31 Les élections législatives des 8 et 17 juin 2017 se sont pleinement inscrites dans le souffle de l'élection présidentielle qui avait porté Emmanuel Macron à la tête de l'État le 7 mai. Les résultats législatifs ont amplement confirmé le choix présidentiel. Sur les 577 députés à élire, la République en marche en a obtenu 313 et son allié du Modem 47. L'Alsace a enregistré le même phénomène mais à un degré bien moindre. Avec six nouveaux députés pour La République en marche (LREM) et huit députés pour Les Républicains et un divers droite, elle fait presque figure de lieu de résistance de la droite à la vague macroniste. Dans la Moselle voisine, huit nouveaux députés élus sur neuf sont affiliés à LREM. Les socialistes implantés sur Strasbourg, ont disparu de la représentation alsacienne au Parlement.

Une campagne législative dominée par le renouvellement de l'offre électorale

- 32 Après les tumultes, les fracas et les soubresauts de l'élection présidentielle, la campagne pour les élections législatives est restée de basse intensité, même si les candidats à la députation ont fait campagne comme de coutume dans leur circonscription. L'élection présidentielle ayant affaibli l'emprise des Républicains et des Socialistes sur la vie politique, ces élections ont ouvert la voie à la multiplication des candidatures. Le 19 mai 2017, date de clôture du dépôt des candidatures, c'est pas moins de 224 candidats qui ont été enregistrés par les deux préfectures du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, soit près de 15 candidats en moyenne par circonscription alsacienne. La hausse des candidatures par rapport à 2012 où elles étaient au nombre de 153, a atteint + 46%. Les deux circonscriptions les plus courues ont été celle de Colmar et celle de Strasbourg-Centre qui ont toutes les deux enregistré 18 candidats. La féminisation des candidatures a évolué positivement avec 37% de candidates, davantage dans le Bas-Rhin (41%) que dans le Haut-Rhin (32%). De nombreuses petites formations très spécifiques dans leur programme, notamment autour de la question animale ou de l'expérimentation démocratique, sont apparues. Certaines n'avaient pas d'attaches régionales réelles. D'autres, sans nul doute, souhaitent assurer la subsistance de leur mouvement en usant de la possibilité légale de financement au prorata des résultats obtenus, dès lors que la formation a gagné au minimum 1% des suffrages exprimés dans au moins 50 circonscriptions. Ce résultat atteint, l'État reverse chaque année 1,40€ par voix obtenue aux législatives. L'irruption du parti du président, La République en marche, la rupture du Front de gauche qui a engendré des candidats du Parti communiste français à côté de ceux de la France insoumise, certaines candidatures individuelles de personnalités en rupture de banc avec leur parti, sont des facteurs politiques qui ont favorisé la multiplication des candidatures.
- 33 Un autre élément déterminant de l'offre électorale législative en 2017 a été la loi sur le non cumul des mandats du 14 février 2014 visant à corriger une singularité française qui aboutissait en 2012 à ce que 82% des députés exerçaient au moins un autre mandat électif contre 10% seulement en Allemagne. Ces parlementaires étaient pour 45% à la tête d'un exécutif, maire, président de conseil régional ou de conseil départemental. Désormais, s'ils peuvent rester simple conseiller d'une instance locale, ils ne peuvent

plus y exercer de rôle exécutif. Ce nouveau dispositif a fortement contribué à ce que, sur les 577 députés sortants de l'Assemblée nationale, 224 n'aient pas été candidats à leur propre succession. Sur les quinze députés sortants alsaciens, sept étaient députés maires, Francis Hillmeyer à Pfastatt, Jean-Luc Reitzer à Altkirch, Michel Sordi à Cernay, Jean-Louis Christ à Ribeauvillé, Sophie Rohfritsch à Lampertheim, Claude Surni à Haguenau et Laurent Furst à Molsheim. D'autres ont eu des fonctions exécutives en collectivités locales, Arlette Grosskost, vice-présidente de l'ex Région Alsace, Éric Straumann, président du conseil départemental du Haut-Rhin. Si André Schneider, député sortant de la 3^e circonscription du Bas-Rhin du nord de Strasbourg, a mis un terme à une vie politique bien remplie, Claude Surni, Jean-Louis Christ et Michel Sordi ont renoncé à la députation et opté pour leur mairie ou une intercommunalité. Hormis ces cas, les Républicains ont réinvesti les députés sortants dans le Bas-Rhin, Frédéric Reiss à Wissembourg (8^e circonscription du Bas-Rhin) pour un quatrième mandat, Patrick Hetzel à Saverne (7^e) pour un second mandat, Laurent Furst à Molsheim (6^e), pour un second mandat, Antoine Herth à Sélestat (5^e) pour un quatrième mandat, Sophie Rohfritsch à l'ouest de Strasbourg (4^e) pour un second mandat. Le PS a agi de même à Strasbourg en réinvestissant pour un deuxième mandat Philippe Bies sur Strasbourg-Illkirch-Graffenstaden et Éric Elkouby, fraîchement élu en mai 2016 après la démission pour raisons de santé d'Armand Jung sur Strasbourg-Centre.

- 34 Diverses contraintes ont marqué les investitures des autres partis. Dans le cas de La République en Marche, le parti d'Emmanuel Macron, il s'est agi de créer de toutes pièces une offre électorale sur les deux départements, en respectant un accord passé avec le Modem, le souhait de parité homme/femme et le souci de faire entrer à l'Assemblée des personnes de la société civile. La République en marche a présenté des candidats dans toutes les circonscriptions alsaciennes à l'exception de la 5^e circonscription du Bas-Rhin, (Sélestat) où s'est présenté le député sortant Antoine Herth, proche de Bruno Lemaire devenu ministre de l'Économie du nouveau gouvernement d'Édouard Philippe. Il a investi des élus comme Sylvain Waserman dans la 2^e circonscription de Strasbourg, maire de Quatzenheim, responsable du Modem, et Christian Gliech, maire de Wissembourg. Nombre de candidats étaient issus de la « société civile », nouveaux venus à la vie politique comme Thierry Michels, cadre d'une grande entreprise pharmaceutique de Strasbourg dans la 1^{ère} circonscription du Bas-Rhin (Geispolsheim) ou Martine Wonner dans la 4^e circonscription de Bas-Rhin (Geispolsheim-Kochersberg), médecin psychiatre, ancienne directrice du Samu social de Paris. Par ailleurs, le mouvement La République en marche a généré des turbulences diverses. À Strasbourg, le premier adjoint, Alain Fontanel a *de facto* quitté le PS début juin en se ralliant à LREM. D'autres membres de la municipalité comme Olivier Bitz ou Nawel Rafik-Elmrini, Cristel Kohler, suppléante de Sylvain Waserman, l'avaient précédé sur cette voie. Au total, le Parti socialiste n'a présenté de candidats que dans deux circonscriptions du Haut-Rhin et six circonscriptions du Bas-Rhin. Quant au mouvement la France insoumise, fort des 14,6% de Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles dans la région, il a présenté des candidats dans toutes les circonscriptions d'Alsace. La présence de candidats du Parti communiste dans treize circonscriptions sur quinze a limité le report sur les candidats de la France insoumise, des 142 232 voix obtenues à la présidentielle par l'alliance du PC avec Jean-Luc Mélenchon. Lutte ouvrière a également présenté des candidats dans toutes les circonscriptions de même que, à droite, l'Union populaire républicaine du candidat à la présidentielle François Asselineau. Il en a été de même du Front national qui s'est

notamment appuyé sur son réseau d'élus régionaux. Il a pu présenter à l'élection les conseillers régionaux Andréa Didelot sur Strasbourg-Centre (1^{ère} du Bas-Rhin), Julia Abraham sur Strasbourg-sud (2^e), Éliane Klein sur Sélestat (5^e), Hombeline du Parc sur Molsheim (6^e), Virginie Joron sur Saverne (7^e), Laurent Gnaedig, secrétaire départemental du parti, sur Wissembourg (9^e), mais aussi un élu local, Gérard Janus, ancien gendarme, maire de Fort-Louis sur Wissembourg (8^e). Les candidats de ce parti dans le Haut-Rhin cornaqués par Alain Favaletto – le responsable de la fédération départementale, candidat sur la circonscription de Thann-Ensisheim (4^e du Haut-Rhin) – étaient pour certains, des élus régionaux à l'image de Gregory Stich, candidat sur la circonscription de Sainte-Marie-aux-Mines-Guebwiller (2^e), conseiller régional ou Marie-Hélène de Lacoste Lareymondie, candidate sur la circonscription de Colmar (1^{ère} du Haut-Rhin). Le mouvement régionaliste identitaire Alsace d'Abord s'est limité à deux candidatures, Jacques Cordonnier, son président dans la 4^e circonscription du Bas-Rhin (Geispolsheim) et Catherine Dahmane dans la 3^e du Haut-Rhin (Altkirch). Les écologistes de diverses obédiences parmi lesquelles Europe Écologie les Verts avec notamment Frédéric Hilbert dans la 1^{ère} circonscription du Haut-Rhin (Colmar), le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter candidat dans la 3^e circonscription du Haut-Rhin (Altkirch-Saint Louis), se sont présentés en ordre dispersé dans un nombre limité de circonscriptions, onze pour Europe Écologie les Verts (EELV), dix pour le Mouvement écologiste indépendant (MEI). Quant aux régionalistes d'*Unser Land*, ils ont présenté des candidats dans les quinze circonscriptions de la région, espérant capitaliser les résultats engrangés lors des élections régionales et départementales antérieures. Axant leur campagne sur la restauration de la Région Alsace, ils ont mis en avant le précédent des victoires parlementaires des années 1930 où plusieurs députés avaient été élus sous le drapeau de l'autonomisme.

- 35 Dans le souffle de l'élection présidentielle, la campagne législative est plus que jamais apparue comme secondaire par rapport à la première et inscrite dans la suite de celle-ci. Aucun événement significatif n'est venu la marquer en Alsace, si ce n'est une forme d'affirmation progressive du nouveau parti du nouveau président, La République en marche dans l'espace public et les médias, qui a très tôt annihilé la perspective d'élections législatives qui s'inscriraient en contrepoids de l'élection présidentielle.

Un ébranlement majeur au premier tour des législatives, en Alsace comme ailleurs

- 36 Le premier tour des élections législatives s'est révélé une des secousses politiques majeures de la vie politique nationale et régionale de la V^e République depuis 1958. Le journal *L'Alsace* a titré à la une : « Le grand chambardement » le lendemain du 1^{er} tour, tandis que les *Dernières Nouvelles d'Alsace* ont intitulé leur article principal de présentation « En marche triomphale ».
- 37 Au niveau national, 7,3 millions d'électeurs ont voté pour l'alliance LREM-Modem soit 32,2% des votants. Les Républicains ont obtenu 3,6 millions de voix (15,8%), l'UDI 0,6 millions (2,8%), le FN 2,9 millions (13,1%). À gauche, la France insoumise est arrivée en tête avec 2,5 millions de voix (10,9%), suivie du PS 1,7 million de voix (7,5%), des Verts avec 0,660 million de voix (2,9%) et du Parti communiste avec 0,633 millions (2,8%). L'Alsace, bastion des droites et Strasbourg, fief socialiste dans ce bastion, n'ont

pas échappé au raz de marée de la République en Marche. La République en Marche associée au Modem a dominé le premier tour avec 182 826 voix (30,9%) devant les Républicains, l'UDI et les dissidents de cette sensibilité, qui totalisent 152 525 voix (25,9%). Le Front national, dont la candidate avait totalisé 257 299 voix (25,7% des suffrages) au premier tour des présidentielles et 341 388 voix au second tour (38,9%), est redescendu à des étiages inférieurs. La France insoumise a obtenu 45 074 voix (7,6%) soit trois fois plus que le PS qui a été réduit à la portion congrue avec seulement 13 955 voix (2,3%) en Alsace. L'essentiel de ces voix a été obtenu sur Strasbourg dont les trois circonscriptions totalisent les trois quarts, avec 10 410 suffrages. L'effondrement du PS est particulièrement spectaculaire dans son fief d'origine, le Haut-Rhin où avec 1 818 voix il n'atteint que 0,77% des suffrages. Sur l'Alsace, les divers écologistes font plus du double des voix du PS avec 32 304 voix (5,46% des suffrages). Ils sont toutefois dépassés par *Unser Land* qui obtient pas moins de 25 093 voix dans le Bas-Rhin et 14 970 dans le Haut-Rhin, soit 6,7% des suffrages sur l'ensemble de l'Alsace.

- 38 Une abstention record à des élections législatives a marqué ce premier tour de l'élection : 51,3% au niveau national et davantage encore au niveau alsacien avec 53,4%. Nul doute que nombre de votants alsaciens du Front national n'aient été déçus par la sévère défaite de leur candidate au deuxième tour de l'élection présidentielle et que le trouble n'ait été jeté dans l'électorat de la droite classique défaite à la présidentielle et déstabilisé par la nomination d'Édouard Philippe, maire républicain du Havre à la tête du gouvernement.
- 39 Onze des quatorze candidats de LREM, dont certains étaient des novices en politique comme Thierry Michels à Strasbourg ou Bruno Fuchs à Mulhouse-Illzach, sont arrivés en tête à l'issue du premier tour. Les écarts avec leurs suivants sont parfois considérables. Martine Wonner précède la sortante Sophie Rohfritsch de presque 18 points avec 42,5% des suffrages exprimés. Ils ne sont devancés que par Patrick Hetzel à Saverne, Laurent Furst à Molsheim et surtout par Éric Straumann qui est le seul à avoir creusé un écart significatif de plus de dix points avec Stéphanie Villemin, candidate de LREM à Colmar. À Sélestat, Antoine Herth, proche du ministre de l'Économie Bruno Lemaire, candidat LR-UDI contre lequel LREM n'avait pas présenté de candidat, a précédé de près de vingt points Gérard Simmler, seul candidat *Unser Land* qualifié pour le second tour. Le FN quant à lui n'a réussi à être présent au deuxième tour que dans la circonscription de Mulhouse-Illzach où le jeune Sylvain Marcelli a été opposé au deuxième tour à Bruno Fuchs, fils de Jean-Paul Fuchs ancien député UDF colmarien de 1978 à 1997. Il n'est pas jusqu'à Jean-Luc Reitzer, député du Sundgau depuis 1988, qui n'ait été devancé par le candidat de LREM Patrick Striby, lui-même fils de Frédéric Striby, ancien député européen et ancien maire de Michelbach-le-Bas. Quant aux deux députés socialistes sortants strasbourgeois, Philippe Bies et Éric Elkouby, ils se sont qualifiés pour le deuxième tour avec un retard respectivement de 7 330 voix sur Sylvain Waserman, LREM et de 6 450 voix derrière le candidat LREM, Thierry Michels.

Un deuxième tour de confirmation de la percée macroniste et une résistance de la droite républicaine en Alsace

- 40 Le deuxième tour du 17 juin 2017 a été marqué par une victoire nette des candidats proches du président de la République. Ils sont au nombre de 313 députés pour LREM (43,1% des suffrages) et 47 pour le Modem (6,1%). Cette majorité s'est révélée moins

forte que certaines projections du premier tour pouvaient le laisser entrevoir. La droite a contenu le raz de marée annoncé. Les Républicains totalisent 135 députés, l'UDI, 18 députés et 6 sont divers droite. En totalisant 8 députés soit 8,7% des suffrages, le Front national est resté très en deçà de ses résultats présidentiels. Debout la France a dû se contenter d'un seul représentant. À gauche, les socialistes sont restés dominant avec 28 députés et 3 députés pour son allié, le Parti radical de Gauche. À ceux-ci s'ajoutent 14 divers gauches et écologistes. En 2012, la majorité présidentielle de François Hollande comptait 331 députés. La chute du parti du président sortant s'est avérée vertigineuse. La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon a fait son entrée au Parlement avec 17 députés représentant 4,9% des suffrages, tandis que le Parti communiste a obtenu 11 députés pour 1,2% des suffrages auxquels sont associés cinq divers gauche. Le Front de Gauche incluant les communistes totalisait seulement 10 députés en 2012 mais une part plus forte des suffrages avec 7,9% de ceux-ci. Ce deuxième tour a vu s'accroître l'abstention du premier tour. Elle a atteint un niveau historique à hauteur de 57%. 20,1 millions de votants ont été enregistrés. Ils étaient 23,9 millions au deuxième tour de 2012 soit un taux d'abstention de 44,6%. La proportion de votants blanc et nul s'est élevée à pas moins de 9,9% à ce deuxième tour. L'élection de 2017 a permis un rajeunissement de la représentation nationale avec une moyenne d'âge de 48,6 ans contre 54,8 ans en 2012. Le nombre de femmes élues a atteint le record historique de 38,6%, proportion singulièrement plus faible en Alsace où seule Martine Wonner, LREM, a été élue dans la circonscription de Strasbourg-Campagne.

- 41 À ce deuxième tour, l'Alsace a marqué sa différence en faisant figure de lieu de résistance de la droite à la vague macronienne. Sur quinze députés alsaciens, neuf sont issus du mouvement Les Républicains allié à l'UDI, dont six réélus. LREM l'a emporté dans six circonscriptions dont une seule dans le Haut-Rhin, celle d'Illzach. La représentation parlementaire des deux départements alsaciens ne compte plus aucun élu de la gauche *stricto sensu*. Dans les deux autres régions avec lesquelles a été constituée la région Grand Est, la résistance au parti présidentiel est également plus marquée que dans le reste du pays, en particulier par rapport à l'ouest. En Champagne-Ardenne quatre députés sur treize appartiennent à LREM, en Lorraine un peu plus de la moitié, à savoir douze sur vingt et un. Dans le département de Meurthe-et-Moselle, la gauche a conservé la circonscription de Toul au PS et a fait passer celle de Pont-à-Mousson à la France insoumise. La géographie du vote présidentiel en Alsace est confirmée à cette élection législative. Le macronisme a conquis et élargi les terres de la gauche sur Strasbourg et environ avec une enclave dans le péri-mulhousien, en particulier à l'est de la cité du Bollwerk vers Illzach. La droite occupe le reste de la plaine alsacienne et des vallées ainsi que le plateau lorrain avec au centre Sarre-Union. La poussée du renouvellement macronien n'a guère entamé les attaches droitières des zones non strasbourgeoises. Hors Strasbourg, l'Alsace a confirmé son attachement traditionnel aux représentants de la droite républicaine. Jean-Luc Reitzer, député depuis juin 1988, a conquis un septième mandat dans la circonscription d'Altkirch-Huningue. Frédéric Reiss l'a emporté à Wissembourg pour un quatrième mandat tout comme Antoine Herth à Sélestat. À Colmar, le président sortant du conseil départemental, Éric Straumann a obtenu une troisième victoire législative avec pas moins de 66,4% des voix, le meilleur score alsacien. À Saverne, Patrick Hetzel l'a emporté pour une seconde fois après son élection de 2012 avec pas moins de 62,6% des voix, tout comme le maire de Molsheim, Laurent Furst avec le même pourcentage de

voix. Le jeune Raphaël Schellenberger, 27 ans, maire de Wattwiller, s'inscrit dans la lignée du député sortant Michel Sordi en l'emportant d'une courte tête (0,88%) sur sa rivale LREM, Aurélie Tacquard dans la circonscription de Thann-Cernay. De même à Ribeauvillé, Jacques Cattin, maire de Voegtlinshoffen, l'homme du vignoble, s'est imposé avec une légère avance devant son rival LREM, Hubert Ott. Dans la cinquième circonscription du Haut-Rhin, le jeune maire de Rixheim, qui avait côtoyé Emmanuel Macron sur les bancs de l'ENA, ancien suppléant du député sortant Arlette Grosskost, l'a emporté pour la première fois en s'imposant dans la plupart des communes de sa circonscription avec l'étiquette divers droite. Les députés élus au titre de La République en marche ont pour la majorité d'entre eux entamé une carrière politique à l'occasion des élections présidentielles et législatives de ce printemps. Seuls Sylvain Waserman, membre du Modem, maire de Quatzenheim dans le Kochersberg et conseiller régional du Grand Est élu sur la liste de Philippe Richert, et Bruno Studer, qui a fait ses premières expériences politiques sur une liste municipale conduite par François Loos et a milité à l'UDI avant de rejoindre LREM, ont eu un parcours politique préalable à leur mandat de député. Les quatre autres élus alsaciens de LREM sont issus directement de la société dite civile où ils ont occupé des postes de responsabilité. À 56 ans après avoir créé le comité « En marche-Strasbourg-Cathédrale », Thierry Michels, cadre d'une multinationale de l'industrie pharmaceutique implantée au sud de Strasbourg a été élu avec 59,9% des voix dans la première circonscription du Bas-Rhin. Martine Wonner, psychiatre, directrice médicale d'un groupe de cliniques privées, a gagné son premier mandat électif avec 55,8% des suffrages sur la circonscription de Strasbourg-Campagne. Bruno Studer sur la troisième circonscription du nord de Strasbourg et Sylvain Waserman sur la deuxième circonscription du sud de la ville, l'ont emporté sans coup férir avec respectivement 59,8% face au maire LR de Reichstett, Georges Schuler et 58,5% face au député sortant PS Philippe Bies. Seul Vincent Thiébaut, ingénieur commercial dans l'informatique dans la circonscription de Haguenau a été élu d'une courte tête seulement avec 51% des voix face au maire de Brumath, Étienne Wolf. Le seul élu LREM du Haut-Rhin, Bruno Fuchs, ancien journaliste de télévision, a marqué sa victoire d'un score des plus nets, avec 64,2% des voix, face au seul candidat de deuxième tour du FN, le jeune Sylvain Marcelli.

- 42 La représentation parlementaire de l'Alsace est restée marquée par le poids dominant de la droite républicaine qui s'est adjugée les deux tiers de celle-ci. À l'exception d'une seule circonscription haut-rhinoise, la sensibilité macronienne s'est substituée à l'emprise strasbourgeoise des socialistes en l'élargissant au nord et à l'ouest.

En guise de conclusion

- 43 Les élections du printemps 2017 ont marqué un tournant dans la vie politique de la V^e République. Elles ont installé une nouvelle composante centrale au cœur du dispositif politique national tant par l'élection d'un nouveau et jeune président, Emmanuel Macron, que par la création et l'implantation réussie de son mouvement politique, La République en marche. Ces élections ont promu une nouvelle génération d'hommes et surtout de femmes politiques désormais mieux représentées. Elles ont aussi promu une recomposition politique pacifique en déstructurant la dominance alternée de la droite républicaine et de la gauche socialiste sur la vie politique depuis une trentaine d'années. Elles ont enfin conforté le poids politique de l'extrême droite à travers la

présence majorée de Marine Le Pen aux élections présidentielles ainsi que, à gauche, l'affirmation d'une gauche plus radicale, celle de Jean-Luc Mélenchon et de son mouvement la France insoumise.

- 44 Ces évolutions ont touché l'Alsace mais avec des nuances importantes. Le nouveau président n'a pas été adoubé au premier tour où Marine Le Pen l'a emporté devant François Fillon, deuxième malgré les affaires qui avaient affecté sa campagne. Au deuxième tour par contre, les électeurs alsaciens ont consacré une nette préférence pour Emmanuel Macron à l'instar du reste du pays et davantage que dans nombre de départements du Grand Est. Les élections législatives ont par contre été marquées par une forme de résistance de l'Alsace non strasbourgeoise à la déferlante LREM, reconduisant pour partie l'influence majoritaire traditionnelle de la droite républicaine sur la représentation de la région au Parlement. Aux élections de ce printemps 2017, l'Alsace a confirmé son ancrage à droite même si certaines amarres de celui-ci ont lâché.
-

AUTEUR

RICHARD KLEINSCHMAGER

Professeur émérite de géographie, Université de Strasbourg